Rapporteur : Monsieur Ahmed BEN DJILLALI

OBJET : Subvention à la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) des Renardières Centre de Vie Sociale pour un chantier loisirs

Mesdames, Messieurs,

Afin d'impliquer les jeunes dans la vie locale et associative, la MJC Centre de Vie Sociale des Renardières organise des chantiers loisirs, permettant de financer des projets individuels ou collectifs pour les jeunes. Dans ce cadre, une opération de nettoyage des abords du lac de la forêt est prévue dans la perspective du déroulement de l'animation de Visa Lac.

En contrepartie de ce travail, la Ville de Châtelleraut versera une subvention à la MJC des Renardières d'un montant de 600 € pour 120 heures effectuées par les jeunes. Un crédit sera attribué à chaque jeune en fonction de leurs heures de travail, ils pourront ensuite utiliser celui-ci en fonction de leur choix : par exemple participer à un voyage organisé par l'association à moindre coût.

* * * * *

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment l'alinéa 3 de son article 10 portant sur l'attribution de subventions,

VU l'article L.1611-4 du code des Collectivités Territoriales relatif aux contrôles des organismes subventionnés

CONSIDERANT l'intérêt général de ce dispositif de chantier loisirs, dans le cadre de la politique de prévention de la ville,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir la MJC des Renardières, organisant ce dispositif,

Le conseil municipal, ayant délibéré, décide :

- d'attribuer une subvention à la MJC Centre de Vie Sociale des Renardières pour un montant de 600 €
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat avec la MJC Centre de Vie Sociale des Renardières

Les crédits sont imputés sur la ligne budgétaire : 110 / 6574 / 4510

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le Maire de la Ville de Châtelleraut
Transmis à la sous préfecture
Le 21 juillet 2009
Publié en mairie, le 16 juillet 2009

Pour ampliation,
Pour le Maire et par délégation,
Le directeur général des services
Hugues CLEPKENS